



Editions « LIBERTAD »
10, Rue des Pyramides — PARIS (I)

S. P. I., 4, Rue Saulnier.—PARIS (IX)

CAHIERS

REPUBLICAINS

ESPAGNOLS

N.º 2

Editions « Libertad »

L'EUROPE sera UNE — on l'a dit — ou elle ne sera pas.

Malgré les Pyrénées, l'Espagne appartient à l'espace européen par son histoire, sa langue, sa culture, sa situation géographique et les données économiques qui en découlent.

Voilà ce que la conjoncture présente nous rappelle, avec son faisceau lumineux éblouissant.

Une seule ombre s'interpose : le régime franquiste, en tant que facteur de misère, d'épuisement, forcément terroriste, obligé au maintien d'un ordre fictif qui absorbe les ressources du Pays ; le régime franquiste, fauteur aussi de troubles, chercheur de marchandages douteux, provocateur de frictions internationales, dernier agent patenté d'aventures et de perturbations, et cela, dans la zone la plus sensible, la plus stratégique du monde.

Même si les esprits « réalistes » préfèrent écarter, pour le moment, toute question idéologique, ils devront tenir compte, aujourd'hui, de ce que l'aspect économique et géographique du problème espagnol impose à la face d'un monde, anxieux de Paix, fiévreux d'avenir et de reconstruction.

L'intérêt est devenu commun, pour tous les Peuples, de libérer l'Espagne — fournisseur et client — et de l'intégrer efficacement dans la coopération continentale. Nous aimerions pouvoir attribuer cette heureuse réussite à l'effort généreux de nos frères de race et de civilisation, à nos amis français.

L'Europe du XXème siècle, dépourvue d'unité, deviendrait une entreprise manquée.

M. T. C.

LA DERNIÈRE CHANCE

(Publié dans " Libertad ", Mai 1948).

I

C'EST prétentieux, peut-être. Il n'y a rien de définitif dans l'Histoire des Peuples ; mais, nous trouvons que ces mots, mieux que toute autre expression, reflètent l'enjeu des réalités d'aujourd'hui.

Rien ne sert de fermer les yeux à la réalité.

Des courants divers et formidables poussent l'Humanité vers la catastrophe. Des vents persistants soufflent, dans un même sens et avec rage, sur certaines régions de la planète.

Personne n'aura la lâcheté d'accepter de telles perspectives à titre de fatalité ; nul ne saurait se résigner au sort de cobaye ou de chair à canon. Néanmoins, après une décision dûment arrêtée par la volonté de survivre, toute action de remonter le courant exige de notre part, comme le premier pas ferme, la connaissance la plus exacte possible de la durée, de la vitesse et de la force des vents adverses.

En outre, l'Espagne — comme la France — peut profiter des événements, car ils comportent une chance, les deux pays se trouvant dans l'endroit le plus stratégique du globe.

En ce qui concerne la France, ayant dépassé et avec bonheur, l'étape libératrice, elle se trouve pour ce qui est de la reconstruction, dans une place prioritaire qui lui revient de plein droit, car c'est sur elle la première que retombent toujours les souffrances, comme carrefour géographique qu'elle devient dans la plaine européenne d'invasion ; carrefour, consacré comme tel depuis César et Attila, en passant par Almanzor et Charles V, jusqu'à Guillaume II et Adolf Hitler.

L'Espagne, à son tour, en tant que maîtresse des portes de la Méditerranée, devient elle aussi une plate-forme indispensable pour la guerre et pour la paix.

Seulement, notre problème de libération, du fait de son retard, vient compliquer les choses. Cependant, une dernière chance nous est offerte par les événements. Surtout par ceux d'ordre diplomatique et économique ; c'est-à-dire, par une conjoncture « réaliste » qui vient ajouter ses chances aux données politiques et idéologiques.

Le moment est, donc, arrivé où les forces en présence, notamment celles qui se croient des forces suprêmes de la nature, maîtresses du Destin, peuvent être dirigées vers notre libération nationale, apaisant nos angoisses, débarrassant, à d'autres, de leurs remords, favorisant la reconstruction économique de l'Europe et enlevant à tous le souci et la honte du franquisme. Pour peu que, les uns et les autres, pensent à la guerre pour vraiment l'éviter ; pour peu que s'unissent et s'organisent les authentiques facteurs de paix.

La politique de puissance

UNE surface de friction permanente existe ; il est bien vrai, dans le travail international : c'est la possible et fréquente perturbation systématique de l'effort de reconstruction, cherchant à dégoûter les peuples, agiter les masses, lancer le monde dans le désespoir et la panique, la misère et le chaos. Moment propice, de *peurs* croisées, la plupart fictives, pour tenter les uns la guerre, les autres la révolution.

La réussite d'une besogne si néfaste ne dépendra pas moins de la seule force d'assaut, que de la faiblesse des assiégés éventuels. Surtout, cela dépendra de l'intensité avec laquelle les Etats démocratiques s'élanceront vers une politique authentique de Liberté et de Justice, nationale et internationale, sans exceptions ni partidismes.

La politique de puissance dérive vers une polarisation regrettable. Nous nous refusons à la suivre, mais la situation géographique de la Péninsule Ibérique place celle-ci dans l'aire de l'action entreprise par l'un des blocs en présence. Ce sont les faits — et pas nous — qui confirment cette évidence, avec le désintéressement indéniable, *en fait*, de l'action russe, — tout au moins pour le moment —, et l'intérêt accru, ces temps derniers, des « occidentaux » sur le problème espagnol. C'est la seule raison pour laquelle nous bornons cet article à l'examen de l'action américaine, la plus entreprenante, la plus active, la plus marquée, dans l'espace méditerranéen. Il n'y a de notre part ni méconnaissance des autres, ni oubli, ni parti-pris. Nous avons toujours pensé que c'était l'ensemble des Nations Unies qui devait régler notre problème, et si nous soutenons le Plan Marshall et la reconstruction européenne qui en découle, c'est que nous concevons ses travaux en harmonie avec ceux de l'ONU. Il n'y a pas d'incompatibilité, mais au contraire ; ils sont, à notre avis, complémentaires les uns des autres.

Ceci dit, rangeons les faits pour y voir clair et mettre, après, nos idées en ordre.

Le mythe de la sécurité

L'ETAT d'esprit des Américains, on peut bien le relever dans leur Presse ou dans les travaux de leurs techniciens. Voici une très remarquable citation, celle de Mr. Hanson W. Baldwin, écrivain spécialisé, rédacteur du « New York Times », auteur du tout récent ouvrage « La Puissance et son prix ». Dans le chapitre dédié au *mythe de la sécurité*, il dit notamment :

« Le terme défensive est incompatible aujourd'hui avec la réalité de la guerre moderne. Lorsque ce terme domine la conception militaire d'un pays quelconque, il devient par la suite synonyme de défaite ; la guerre de l'avenir ne sera pas gagnée avec des théories de responsabilité limitée, ou de stratégie ou de tactique défensives. Le mot défensive, au moins dans son acception classique, équivaut à l'expression d'une situation désespérée. »

Et il signale cette position paradoxale des Etats-Unis :

« Nous devons réorganiser toute notre politique militaire sur une base offensive :

1. — Pour défendre la nation contre toute attaque. Mais comment le faire ?

2. — *L'offensive est toujours la meilleure défense. Mais est-elle possible en temps de paix ?*

3. — *Toutes les énergies doivent être centrées sur la puissance militaire, laquelle doit avoir la primauté sur tout le pays. Mais peut-on harmoniser ceci avec une démocratie normale et pacifique ? »*

Le Rapport du War Office

Il existe aussi le Rapport du War Office du 12 Avril 1947. Son texte nous est naturellement inconnu mais ses données essentielles ont été répandues. En tout état de cause, voilà ce qui nous est signalé comme étant la situation actuelle par un commentateur technique :

« Prenant comme point de départ les données stratégiques et surtout les rapports entre la géographie et les forces en présence (à peu près équivalentes en ce moment), on peut passer à l'examen des situations respectives de l'Angleterre et l'Amérique (position insulaire) et de la Russie (position continentale) avec les avantages de la première et les inconvénients de la seconde, ce qui explique aussi la psychose rageuse que l'on retrouve dans les mouvements des Russes, qui ont peur de se trouver assiégés dans une autre « Forteresse Euro-asiatique », vouée, comme toutes les forteresses, à tomber. Dans l'état actuel des choses, seuls les Océans donnent à l'un des blocs la garantie suffisante d'insularité, seuls les Océans assurent à ce même bloc la défensive et en même temps permettent l'attaque ; dès les bases américaines encerclant l'Europe et l'Asie, il ne reste aucun point du globe invulnérable. »

Regardant du Pôle Nord le globe terrestre (1) (position vraiment très curieuse changeant le panorama mondial et les idées jusqu'ici créées par le système de planisphère scolaire erroné et simpliste), le commentateur reprend les vieux thèmes de la position enveloppante avec son système de bases, dans lequel on signale l'importance grandissante de l'Arctique, le Japon et la plate-forme africaine (Nil-Congo, Niger-Kenya, et Afrique du Sud) aussi essentielles que celle de l'axe méditerranéen et de ses péninsules riveraines.

Tout se ramène, en effet, pour le moment, à une lutte pour les bases, à la conquête d'une meilleure position géographique initiale.

Les questions de surface, avec les facteurs temps et distance, ainsi que celles de l'occupation et dispersion devant les attaques atomiques, ont été étudiées à fond, pour arriver, peut-être, à une fièvre de détail » — très Etat-Major — premier signe de la déformation professionnelle qui emporte les têtes les plus solides.

Le rapport Eisenhower

Il y a encore mieux : les textes officiels.

Le rapport du général Eisenhower vient de paraître. Rédigé en Février 1948 et adressé au Secrétaire à la Guerre des Etats-Unis, il présente tous les caractères d'une pièce officielle ; on trouve là, avec

(1) Voir pages 10 et 11.

une clarté éblouissante, tout le processus spirituel donnant tout son sens à la politique extérieure des Etats-Unis.

Il y a, après, dans l'exécution, des nuances importantes, des discrétions avec le Département d'Etat et son chef, le général Marshall, l'un des grands hommes d'action qui dirigent le monde. On retrouve même dans les débats parlementaires, des différends entre l'Aviation et la Marine, entre leurs chefs ou défenseurs, entre Mr. Forrestal et Mr. Brewster, entre Mr. Spaatz et Mr. Symington. Mais tout cela tient de l'anecdote.

Nous avons pour le général Eisenhower une profonde admiration. C'est le cerveau le plus puissant de notre époque en tant qu'homme d'action, organisateur, audacieux. Cela ne veut pas dire qu'il soit parfait. Bien des aspects de son travail n'ont pas été sans provoquer des critiques, et nous sommes disposés à en faire quelques-unes, non sans demander pardon au préalable pour une telle audace, toute démocratique.

Pour l'instant, dans notre souci d'objectivité devant un document officiel, nous préférons laisser nos lecteurs passer aux textes, triés au hasard :

« ... Certains pays sont menacés d'étranglement par un parti politique militant dont le but fort clair est d'entraîner le chaos et l'insurrection au bénéfice d'une idéologie étrangère. Si ces pays devaient abandonner le bon combat pour notre commun héritage de liberté et devenir la proie du totalitarisme, la sécurité de l'Amérique serait gravement en danger, nous nous trouverions face à face avec un colosse despotique qui, de l'autre côté d'un océan et de barrières arctiques devenues trop étroites, étendrait son emprise sur un territoire bien plus conséquent que la réunion des contrées eurasiennes de l'Empire Romain, de la Perse antique, des rois germains, et des Khans mongols. Notre accès aux matières premières d'intérêt vital serait coupé ou menacé, et les soucis de notre préservation pourraient nous coûter les moyens de réaliser l'idéal de vie auquel nous tenons par-dessus tout. »

« ... La transparence de notre appareil gouvernemental, la discussion publique des problèmes militaires, les renseignements que nos concitoyens doivent obtenir pour arriver à la formation d'une opinion publique conséquente, tout cela permet aux nations qui en sont curieuses une connaissance quotidienne et réelle de notre armée. ... »

« ... L'intention agressive n'éprouve de scrupule devant la guerre qu'autant qu'elle appréhende une défaite. Notre devoir est de convaincre tout agresseur éventuel qu'il ne pourra opter pour la guerre qu'au risque de sa propre destruction. C'est là une conjoncture sombre, mais inévitable.

Toute faiblesse d'ordre militaire de notre part ne peut pas être celée. ... »

« ... Notre programme de sécurité doit être essentiellement défensif. Cependant, nos mesures de sécurité doivent viser à accroître notre capacité offensive, l'offensive étant encore la défense la plus efficace une fois le conflit ouvert. »

« Chercher les conditions de la sécurité c'est œuvrer pour la paix, en s'y appliquant de toutes nos forces, en exploitant toutes les ressources de nos esprits et nos talents particuliers, en faisant montre du maximum de patience dans les négociations et du MINIMUM D'ESPRIT DE COMPROMISSION. »

Le général expose dans son rapport les raisons pour croire ou ne pas croire à la guerre. Voici un résumé :

Raisons pour croire à une paix durable

- a) La puissance militaire des Etats-Unis ; le contrôle total de la mer ; bases navales et aériennes partout dans le monde ;
- b) Unité du continent américain ; rapports et accords économiques avec tout le monde civilisé ;
- c) Unité d'action du Commonwealth britannique ;
- d) Stabilité intérieure aux Etats-Unis ; excès de production agricole, industrielle, couvrant tous les besoins nationaux ; 20 pour cent de plus au niveau de vie ; puissances industrielle intacte et accrue ;
- e) Reconnaissance de notre potentiel militaire ; cela facilite les rapports internationaux même si l'on est entraîné à employer parfois un langage rude ; solidarité internationale en fait ;
- f) Les Puissances d'agression étant anéanties pour des générations, il est suffisant de les surveiller. »

Raisons de douter d'une paix durable

- a) Nos forces armées étant éparpillées un peu partout, ne sont pas en état de se regrouper pour une action défensive immédiate ;
- b) Les perturbations sociales ici et là ; conflits internes dans presque tous les pays d'Europe, par suite de l'action d'un Parti déterminé, dont la tactique insurrectionnelle porte à croire à un propos révolutionnaire au profit d'une Puissance étrangère ;
- c) Menace sur les accès aux matières premières, communications coupées ou perturbées, avec danger d'asphyxie pour nos amis européens ;
- d) La situation d'aujourd'hui est si bouleversante qu'on peut craindre la guerre, même sans en avoir le propos délibéré.

Le Général Eisenhower ne croit pas à la guerre immédiate, de nation à nation, de bloc à bloc, par suite des impréparations respectives, sauf le cas d'une machination perturbatrice systématique d'un caractère idéologique ; ou bien d'un fait isolé inattendu, dont la gravité puisse, malgré tout, attirer la foudre. De là, il s'ensuit l'urgence

de prendre toutes les mesures de sécurité à court terme, en plus des autres, plus généralisées, à long terme, telles que le désarmement et l'arbitrage de l'ONU.

Bref, selon le texte du Général Eisenhower il n'y a pas de danger immédiat de guerre, mais il n'y a pas non plus d'assurance contre la guerre ; ergo, il faut se préparer toujours davantage, car elle peut devenir fatale d'une façon inattendue.

*

**

Au moment de rédiger ces notes, Eisenhower vient de répéter ses propos pacifistes :

« Je ne crois pas — a-t-il dit — qu'aucun pays, y compris la Russie, veuille la guerre ; si un jeune Américain remet le pied sur un champ de bataille, je me sentirais vaincu. »

Acceptons volontiers la bonne foi du général. Il est bien sincère. Il l'était aussi, vrai et honnête, lorsqu'il rédigeait son Rapport Officiel à M. le Secrétaire d'Etat ; tout comme Messieurs les Evêques, de toutes les églises du monde, sont aussi sincères et honnêtes hommes lorsque, au nom du bon Dieu d'Amour et de Paix, ils bénissent les canons, les bombardiers et les sous-marins.

Ces jours derniers, Jean Guéhenno posait la question au clair, parlant du grand Rousseau : « Un homme peut être sincère et ne pas être vrai... ». Nous nous permettons d'y ajouter encore l'éternelle question des lunettes : trois sortes de Vérités sont à considérer toujours : la vérité selon nous, celle des autres et la VRAIE.

C'est la dernière que nous cherchons à découvrir, refusant d'admettre les fausses vérités qui nous entourent.

Voir clair

REGARDANT en face une telle réalité, les hommes libres se refusent à se soumettre à cette soi-disant fatalité et à ses arbitraires et artificieuses conséquences. Pour le monde et pour l'Espagne.

En ce sens qu'il est absurde de parler de *préparation totale à la guerre*, en temps de paix, sans risquer la vie même d'un pays. En outre, on n'est jamais préparé, parce que ce qui doit venir étant toujours un secret, une préparation complète n'existe pas et il est bien inutile de s'y obstiner. Les Etats totalitaires eux-mêmes — et encore moins les Démocraties — ne peuvent pas se payer le luxe d'une préparation totale en temps de paix.

C'est vraiment inouï que d'entendre parler de la guerre comme une chose inévitable. La guerre, c'est de la folie rationalisée à la plus haute puissance. La grande difficulté de toute action internationale raisonnable réside dans le fait que l'évolution des événements peut être conduite — si on les laisse faire — par des forces irrationnelles, se couvrant, après coup, de la technique.

On prêche la sécurité contre la guerre. Il n'y en a pas. Une grande flotte, des milliers d'avions et une belle armée n'empêchent pas la guerre. On l'a bien constaté. Une grande faiblesse peut attirer l'agression ; c'est vrai. Une grande force militaire peut, elle aussi, précipiter la guerre. Il faut chercher, en guerre comme en paix, le juste milieu dé-

LE
GLOBE
VU DU
POLE
NORD

LIGNES
DE
BASE



mocratique et raisonnable. Voilà ce à quoi nous voudrions voir limitée l'entreprise.

Nous devons croire le général Arnold lorsqu'il signale dans son célèbre rapport « que la guerre intercontinentale est encore à l'état de mythe, le rayon d'action de l'avion de bombardement ne dépassant pas les 3.000 kilomètres effectifs, et en plus, l'arme atomique n'étant pas utilisable au delà de la zone européenne, par suite des rampes de lancement, des difficultés de guidage et des exigences d'équilibre entre poids, vitesse et carburant ».

A notre humble avis, il n'y aura pas de possibilités de guerre tant qu'il n'y aura pas de probabilités de victoire rapide, d'un côté ou de l'autre.

Cela n'est pas encore arrivé.

**

Profitons de la chance.

Malgré les déformations professionnelles des militaires victorieux, que nous venons d'examiner objectivement, comme étant une des réalités dont il faut tenir compte, il est juste de constater que les « grands » responsables ne veulent pas se précipiter, se rappelant, tous, l'aventure hitlérienne, cette guerre « éclair », terminée par le plus grand suicide de l'Histoire.

Nous devons constater, en effet, de la part de M. Marshall, des tentatives pour « rationaliser » l'action d'ensemble des Etats-Unis. Il vient de fixer une attitude raisonnable vis-à-vis de l'URSS et de l'ONU.

Le Maréchal Staline lui-même, pour toutes sortes de raisons, semble vouloir s'accrocher à une détente.

Le monde désire la Paix. Les vagues de panique qui déferlent partout trouvent dans la Démocratie authentique une digue de sérénité et de bon sens, qui n'est pas encore si ferme que l'on puisse considérer le danger comme écarté. Il faut renforcer partout la Démocratie, lui redonner de la force, de l'audace, pour se défendre et survivre, tout en profitant de l'intérêt commun.

C'est la seule chance pour l'Espagne républicaine, pour l'Espagne tout court, agonisante sous la botte du franquisme. Franco est un « marauder » de la peur, « forain » de l'ordre, dernier aventurier et perturbateur de l'Europe.

L'intérêt des autres peuples, des Nations Unies, réside, en ce moment, dans la libération de notre Patrie.

DANS LA PAIX.

Nous essayerons de le démontrer par la suite, profitant de cette réalité d'aujourd'hui.

II

LES esprits malveillants, cette plaie affreuse de notre époque démagogique, ont pris l'habitude de constater une coïncidence méchante.

Sans engager notre responsabilité, nous allons l'énoncer : lorsque la « technique » et les « techniciens » prennent le dessus dans un problème politique, ou arrivent à s'y mêler d'une façon décisive, on peut affirmer sans erreur qu'une catastrophe vient de se produire, ou pire encore, qu'une autre approche de très belle.

Dans le précédent article, nous avons présenté, par un déploiement documentaire, l'une de ces perspectives que l'on est en train de « fabriquer » — de la part des uns et aussi des autres — à l'usage, peut-être prochain, de l'humanité étourdie.

Nous essayerons maintenant de filmer devant nos lecteurs l'évolution de la manœuvre générale, enveloppant le problème espagnol. Cette action qui se déroule aujourd'hui dans toute la Méditerranée, sous l'égide américaine, après avoir été anglaise à son origine, comptait déjà avec des théoriciens remarquables.

Pas de secrets, pas de fantaisies de notre part. Au contraire. Sur la base des textes authentiques, nous chercherons les raisons profondes, VRAI-

MENT REELLES, de l'action possible, en utilisant le seul outil permis à notre modestie, le bon sens, dont une grande partie sera empruntée, par voie de contraste, aux textes de choix d'un spécialiste de marque, Sir Samuel Hoare, comme nous avons fait dans notre premier article et nous le ferons encore, avec ceux du Général Eisenhower, qui fixaient les données stratégiques qui commandent le monde.

Une digression sera permise. L'emploi de quelques crudités de langage de notre part montrera non pas un excès, mais un manque de vocabulaire. Nous en demandons excuse. En tout cas, ce ne serait pas une raison pour négliger nos vues ; ce serait d'ailleurs bien inutile ; les faits sont là. Si nous mettons en jugement certains secteurs, ce n'est pas comme adversaires, mais comme des amis ; ce sont les seuls à montrer une certaine volonté d'action, les seuls avec une puissance d'action efficace. Justement, ce que nous demandons, c'est bien ceci : QU'ILS PASSESSENT DEJA A L'ACTION, profitant de la chance que leur offre l'Histoire.

Et aussi qu'ils fassent bien, ce qu'on peut faire de bon, en ce moment, laissant au Peuple Espagnol le souci du meilleur.

La théorie anglaise

LA diplomatie anglaise, la plus soignée et la plus solidement établie, a bel et bien soutenu une certaine politique envers le problème espagnol avant même qu'il ait été posé. Nous, républicains espagnols, avons eu l'impression qu'il existait un « parti pris » du côté anglais le

jour même où une reine de la famille de Sa Majesté avait été contrainte d'abandonner l'Espagne, ne fût-ce que dans la plus ménagée et chevaleresque des contraintes.

Ce qui est historiquement prouvé d'une façon documentaire, c'est l'empressement, l'entêtement, la fureur

même avec laquelle le Foreign Office s'est mis à combattre la République Espagnole le lendemain du soulèvement de Franco. Voir les documents rassemblés par M. Augusto Barcia, Ministre espagnol des Affaires Etrangères à l'époque, dans son livre « Un coup d'Etat international ». Pas nécessaire d'insister sur la honte de la « Non-Intervention ».

Cette politique d'injuste incompréhension a naturellement continué après la victoire de Franco, que la diplomatie mondiale a voulue et consolidée, fermant les yeux au caractère dictatorial, pourtant passager, et sans modification possible du régime. Le prix d'une telle erreur a été très élevé. L'hypothèque payée par les

Les textes

UN homme intelligent en a fait un tableau saisissant. « Ma mission en Espagne », de Sir Samuel Hoare, est un chapitre d'histoire contemporaine, un peu personnelle peut-être, mais avec de bonnes données réelles, permettant de connaître l'esprit avec lequel a été poursuivie la politique anglaise envers Franco. Il est très intéressant d'en faire un résumé parce que la théorie a créé école et le problème espagnol, encore, en porte l'empreinte.

Au mois de Juillet 1940, Sir Samuel Hoare écrivait :

« Notre politique a pour but de rester en Espagne, d'éviter l'entrée en guerre de celle-ci aux côtés de l'axe, d'empêcher, rendre difficile ou retarder l'accès au détroit de Gibraltar des divisions allemandes, perchées sur les Pyrénées. »

Ces réalités concrètes inspirent les vacillations suivantes dans toute la durée de la Mission :

« Je me suis demandé à maintes reprises s'il ne serait déjà arrivé le moment de rompre avec éclat. Après un examen approfondi de la

démocraties en argent et en prestige, incroyablement chère ; le risque encouru, presque mortel.

On ne sait pas quelle chose était plus étonnante, si le manque de perspicacité des uns, ou l'ingratitude de l'autre.

Pendant les années sombres de 1940, 1941 et 1942, l'Angleterre a dû subir à Madrid les plus cuisantes humiliations, envoyant à Franco des sourires, des produits manufacturés et des livres sterling arrachés au peuple anglais, à l'effort de guerre et à l'honneur national, sans pour cela se délivrer de l'angoisse de Gibraltar menacé et la Méditerranée pratiquement fermée.

situation, j'ai conclu à la nécessité d'agir avec doigté et prudence.»

Et tout l'effort d'imagination d'un homme du monde, initié en Russie à l'époque de Raspoutine, ne réalise d'autres initiatives (chapitre VIII) que celle dont voici le résumé :

« S'arranger avec Franco c'est la seule possibilité, pour le moment ; le supporter — lui, ses ministres et ses fonctionnaires ; — maintenir des contacts fréquents avec les généraux et les évêques, pour les familiariser avec l'esprit anglais ; entamer des pourparlers avec les classes industrielles et commerciales espagnoles afin d'arriver à créer des intérêts communs ; enfin, envoyer quelque bateau de la Croix Rouge avec du blé et des denrées pour faire comprendre au peuple que la neutralité c'était le pain, et la guerre, ce serait la famine.

Pour arriver au leit-motiv qu'inspire le travail diplomatico-politique :

« PAS DE RUPTURE AVEC FRANCO, AUCUNE SUBSTITUTION N'ETANT POSSIBLE.

FRANCO MANIPULE AVEC UNE CERTAINE HABILITE LA FORMULE « APRES MOI, LE DELUGE »... FORMULE D'UN GRAND POIDS APRES UNE GUERRE CIVILE QUI A COUTE UN MILLION DE MORTS. »

Voici, donc, le même esprit équivoque de la « Non-Intervention », qui favorisa le réarmement de Hitler ; la même politique de Munich, qui permettra leurs chantages.

Le présent de Dieu

SUR cette théorie anglaise, les Américains tracèrent leurs plans d'action. En premier lieu, on trouve la lettre flatteuse de Roosevelt à Franco en novembre 1942, absolument inutile, parce que Franco, qui ne pouvait agir en 1940, ne le voulait pas en 1942 ; l'ordre d'Eisenhower en août

Et voici encore une confession finale :

« En tant que monarchiste anglais, j'aimerais voir en Espagne une Monarchie Constitutionnelle, épurée du venin phalangiste et basée sur la liberté et les réformes sociales. L'Espagne a besoin de continuité et d'unité, la couronne en étant peut-être le symbole ; en tout cas, elle serait le régime qui diviserait moins les Espagnols ».

Rien de nouveau, rien d'appris....

1944 de ne pas traverser la Loire vers le Sud alors que le franquisme chancelait, et enfin les données stratégiques de 1947 et 1948 sur la Méditerranée et la Péninsule Ibérique, se résumant comme suit.

D'une part, le commentateur du War Office concrétise :

« Sur les rives Sud de la Méditerranée, il n'est que de nommer la ligne de bases Gibraltar, Malte, Tripolitaine, Chypre, Egypte, Palestine (les deux dernières presque perdues déjà par les Anglais mais pas pour les Américains, ce qui explique bien des choses et des volte-faces) pour se rendre compte de la solidité de la plate-forme africaine.

Enfin, au Nord du fossé méditerranéen et assurant sa maîtrise (dans l'hypothèse d'une alliance avec les Etats riverains), le système exige une série de têtes de pont sur les PENINSULES IBERIQUE, italienne, grecque et turque.

ET LES TENDANCES MANIFESTEES PAR LES GOUVERNEMENTS AU POUVOIR DANS CES PAYS NE LAISSENT GUERE DE DOUTE SUR LE ROLE QU'ILS JOUERAIENT EN CAS DE CONFLIT. »

Ajoutons-y ce que le Général Eisenhower signale dans son fameux Rapport de février 1948 :

« Bien entendu, nous préférons écarter l'éventualité d'événements aussi graves. Mais nous ne pouvons le faire avec intérêt que dans la mesure où nous combattons les conditions susceptibles de les produire. Ecarter leur éventualité constitue le but de notre actuelle politique étrangère dans des régions aussi menacées que la Méditerranée. De ce côté-là, nous apportons notre aide aux nations dont l'indépendance durable garantit la liberté des communications et du commerce entre les nations indépendantes. Si cet ancien corridor entre l'Orient et l'Occident venait à être muré, les effets en seraient instantanés et catastrophiques ».

« Les routes aériennes et maritimes directes, au cœur stratégique de l'hémisphère oriental, seraient fermées à nos amis des pays occidentaux.

« Le commerce international, fondement économique d'une paix durable, serait interrompu.

« Nous serions dans un tel cas, très proches de la guerre. »

« EN PERIODE DE CRISE, UN ALLIE DETERMINE ET NE COMPTANT QUE SUR SOI, EST UN PRESENT DE DIEU.... »

C'est tout à fait clair maintenant.

Pour mieux saisir le sens stratégique de cette politique, il n'y a qu'à regarder la carte des détroits, car la stratégie des mers intérieures et des détroits est le complément avancé de la stratégie des bases, que nous avons esquissé dans l'article précédent.



Mers intérieures et détroits.

Rayon d'action des bombardiers modernes.

La surprise-party

OUT porte à croire que dans l'action américaine en Méditerranée, des forces importantes — militaires, diplomatiques et politiques — mi-

sent encore sur le mauvais cheval, malgré le refus catégorique opposé aux demandes franquistes sur la plan Marshall. Que ce soit pour maintenir

Franco au pouvoir — pour de fausses réalités stratégiques — ou pour tenter une refonte du franquisme avec la monarchie, — par paresse intellectuelle — quelque chose de suspect est apparu dernièrement. Nous le répétons encore et toujours : la bonne foi n'est pas en cause, et de là son danger.

Si les démarches de Mr. Myron Taylor en faveur d'une entente franco-papale-monarchiste n'ont pas donné de résultats ; si le refus de don Juan à se mêler avec Franco est chose acquise — comme les amis du premier le propagent — une « surprise-party » n'en demeure pas moins possible, surgissant à l'improviste, provoquée par les événements, ou bien, « suivant le mouvement » que l'on est en train d'amorcer partout.

Toujours la chance, avec ses éléments favorables et adverses !

Cette « surprise-party » peut surgir pour jeter Franco au dehors. Elle se-

rait la bienvenue !... Mais aussi, elle peut arriver avec, pour effet, sinon pour cause, de brûler les étapes, de mettre le Peuple Espagnol et le Monde devant « le fait accompli » d'un déguisement du franquisme, avec ou sans don Juan. C'est-à-dire, comportant l'oubli, ou le mépris, ou l'abandon, de la thèse proclamée à l'ONU sur la SOUVERAINETE INDISCUTABLE DU PEUPLE ESPAGNOL.

L'ONU avait signalé — faudrait-il encore le rappeler ?... — une possible action interventionniste en Espagne. C'était son droit et surtout SON DEVOIR. L'esprit et la lettre de la Charte l'exigeaient, comme l'a très solidement démontré le grand Professeur Docteur Alfaro, jetant une vive lumière sur le Droit International. Le chemin pour y arriver est-il si droit que les attrape-nigauds, ni les « surprises-parties » ne sont pas permis.

Franco - Don Juan.

LES méfaits de la technique déchainée peuvent arriver à créer des situations dramatiques.

Franco et Don Juan peuvent être contraints de s'entendre entre eux. La rigueur intellectuelle — nous ne faisons pas de parti pris — nous porte à accepter qu'il est bien possible que de tels propos n'existent pas préalablement dans l'esprit d'aucun des acteurs du drame. Néanmoins, le fait de tolérer la survivance de Franco, peut rendre propices des formules de sauvetage en commun — l'avarie grosse du Droit Maritime.... — entre le franquisme et ses complices, soit par convenance réciproque, ou par l'instinct de conservation des intérêts créés qu'ils représentent.

Une telle éventualité serait, justement, une autre variation dans la chance qu'on est en train de courir et que nous ne voulons pas cacher ; elle donne toute sa valeur à notre examen réaliste du problème.

Cette possibilité serait lourde de conséquences si elle trouvait son point d'appui dans l'action américaine, et cela, non pas par caprice, ni par idéologie, mais comme une « technique » possible et préférable à toutes les autres, « comme un cadeau de Dieu »....

La théorie du moindre mal, la loi du plus petit effort, la pratique d'une diplomatie parvenue et superficielle, peuvent bien venir en aide aux « techniciens » de l'offensive. Nous abritons l'espoir — fondé d'ailleurs — que les hommes responsables finiront par faire comprendre — et auparavant par comprendre eux-mêmes — comment, après avoir dit NON à Franco, toute démarche postérieure n'a d'autre sens que l'élimination mathématique des inconnues successives, afin de faciliter la seule formule de l'ONU : LA SOUVERAINETE NATIONALE.

Sagesse... à retardement

A théorie anglaise et sa pratique américaine continuent, donc, les mêmes erreurs.

Il faut arriver à convaincre tous, que Franco n'est pas un « cadeau de Dieu », au contraire, qu'il est le « messenger du Diable », de la lutte civile, de la terreur, de la panique, de la misère et surtout, de la perturbation. Qu'il est inutile et dangereux. Qu'il est aujourd'hui comme hier. La plus grave erreur des Anglais a été de le ménager, par sympathie idéologique et secrète des uns, par esprit dynastique des autres, ou par affinité de caste ou de classe de certains. Laissons de côté — c'est déjà si lointain — toute la honte de la « Non-Intervention », de Munich et de la victoire de Franco. Passons au moment de la guerre universelle, pour retrouver la vraie réalité.

Monsieur Samuel Hoare parle lui-même en 1946 :

« Trois difficultés empêchèrent Franco de se placer du côté de l'axe. Premièrement, le peuple était fatigué de la guerre, dégoûté du régime ; deuxièmement, l'armée n'était pas prête pour la guerre moderne et le pays ne pouvait pas supporter un effort nouveau ; enfin, la plus grosse difficulté provenait des ambitions et des rivalités entre les trois dictateurs, les brigands se disputant le butin. »

... « Les différends entre Hitler et Mussolini empêchèrent celui-ci d'envahir la Tunisie et de se lancer sur l'Afrique du Nord. Les appétits de Hitler et de Franco sur le Maroc, refroidirent la collaboration déjà amorcée et préparée sur le Détroit. »

... « Franco n'est parti en guerre que par un complexe psychologique personnel d'égoïsme, de suffisance et de crainte... »

« ... Entretiens, la campagne en Grèce se développant défavorablement, attira l'attention de Hitler sur la Méditerranée Orientale, et les canons qui devaient bombarder Gibral-

tar furent transportés en Grèce et en Russie. »

C'est dommage de le dire avec cinq ans de retard.

Lorsque nous avons signalé qu'une pointe blindée américaine quelconque, arrivant à l'automne 1944 sur les Pyrénées, aurait pu déclencher la chute du franquisme, il est possible que nous encourions dans une légèreté de jugement. En tout cas, ce serait la même encourue par M. Hoare en attachant un pareil effet aux deux divisions allemandes postées à la frontière franco-espagnole en 1940.

En plus, qu'il nous soit permis de croire en 1948 que les Allemands occupant la France étaient en 1941 et 1942 davantage en mesure d'estimer les possibilités et les dangers d'un maquis en Espagne, mieux renseignés que certains fonctionnaires des consulats anglais, dont le rôle se bornait à donner par l'intermédiaire des concierges, quelques aumônes à des Espagnols traqués.

Seul un certain assoupissement des dirigeants politiques débordés par la « technique », peut justifier les erreurs d'hier, si grosses de conséquences, et les incartades d'aujourd'hui, ayant les uns et les autres pour seul soutien psychologique la mystique de la force.

La conjoncture historique, si chargée de nuages, annonce, nonobstant, quelques éclaircies. L'effort pour la reconstruction de l'Europe réclame le concours de tous les pays, sans excepter l'Espagne. Le tout récent mouvement de détente diplomatique dans les rapports des « Grands », la situation d'angoisse de notre Patrie, tout porte à croire qu'une chance, peut-être la dernière, s'offre à tous pour résoudre le problème espagnol aussi bien dans la sérénité que dans la Paix.

Le tout récent mouvement de détente dans les rapports russo-américains, met en évidence, d'une part, la

présomption du véritable danger et d'autre part, le sens aigu des responsabilités des démocraties.

La bonne voie se retrouve en effet, non pas dans la guerre, qu'elle soit froide ou qu'elle soit chaude, mais dans l'effort pacifique, dans les ins-

titutions de collaboration et d'arbitrage, à l'ONU.

Encore davantage : le problème espagnol est bien le seul où une coïncidence de principe peut rassembler à l'unanimité les « Grands ».

Le vrai danger

SI tout homme sincère, en des moments si graves, retrouve le goût de la franchise, pourquoi ne pas chercher aussi à rejoindre la vérité, là où elle se trouve ? Même si le langage échappe quelque peu aux formules consacrées, même si les images échappent elles ausis aux miroirs habituels, qu'il nous soit permis de parler franchement.

Il faut en finir avec le chantage du franquisme. Personne n'osera le constater. Même si l'on arrive à admettre que la politique des Anglais en 1940-42 pouvait être acceptée comme étant sans option après les erreurs de 1936-39 ; même en admettant que l'action américaine en 1942-44 était la plus efficace, aujourd'hui — en pleine reconstruction — on doit convenir que le maintien — si non le soutien — de Franco et du franquisme est la seule politique qui puisse justifier la perturbation systématique contraire.

Jamais les communistes ne pouvaient trouver un allié plus précieux que le franquisme pour leur propagande internationale. C'est le seul slogan profitable. Le franquisme c'est le régime le plus qualifié pour attirer la foudre de la haine, des sabotages et des maquis, pour peu que

des avions plus ou moins fantômes s'emploient à lâcher quelques centaines de containers.

Laisant de côté les apparences superficielles, le franquisme est le seul régime inutile, absolument inutile, miné et ruiné par toutes les faiblesses réelles et toutes les hostilités internes.

Les démocrates espagnols font appel au bon sens de tous ; ils veulent la Paix, car ils ont la conviction que c'est seulement dans la Paix que les « Grands » parviendront à résoudre notre problème.

Il faut épargner à l'Espagne une deuxième guerre civile. Quelque chose est encore plus terrible que la guerre organisée ; c'est la guerre larvée, irresponsable, incontrôlée ; l'éclatement du désespoir spontané ou propulsé. Il y a pire que la mitrailleuse : la bombe à retardement ; il y a pire que le fusil : le pistolet ou le paquet de plastic.

Laissez Franco au pouvoir, et tous les Espagnols seront aveuglés par la misère, le mécontentement, la panique et la vengeance ; alors, de tels résultats seront pires que les dangers réels que l'on voudrait éviter dans une éventuelle étape de libération.

Les démocraties à l'action

SI les Démocraties — les seules qui en ont le pouvoir — ne se décident pas à en finir avec le franquisme, le ciel — malgré lui — se chargera de créer en Espagne un foyer de perturbation.

Comme aux Indes, en Palestine ou en Grèce,

Et alors les « techniciens » de l'offensive seront à l'aise : pas de sécurité dans la plate-forme africaine, pas de tranquillité au Maroc, pas de

normalité dans la Péninsule, pas de liberté dans les Détroits, pas de bases efficaces.

Dans le cadre de l'ONU se trouve le bon chemin.

La théorie de la souveraineté absolue des Etats est déjà morte et bien morte ; on vient de l'enterrer à La Haye. Elle a été un rempart de la Liberté pendant les XVIIIème et XIXème siècles ; elle n'était, aujourd'hui, qu'un rempart de la réaction. Elle a ruiné la Société des Nations, et menaçait de rachitisme l'ONU.

Intervenir en Espagne ! Sans « technique » ; avec du bon sens. L'absurde n'a que trop duré. Maintenant que la conscience des hommes, ainsi que l'intérêt des Etats, coïncident en ce tournant de l'Histoire pour exiger la délivrance du Peuple Espagnol, de tous les Espagnols, le moment est venu d'agir, de les aider, de les sauver, à tous. Les uns, de la terreur, les autres de leur propre peur ; tous, de la catastrophe et du chaos. S'il est possible, le faire à notre gré, ce serait la République. Si l'on croit cela ex-

cessif pour le moment — nous n'y renoncerons jamais — qu'on fasse, partout, tout le possible.

.... A la seule condition que la volonté du Peuple soit garantie et respectée, développant les accords de l'ONU.

Si un Señor quelconque refusait de s'y plier, arguant d'autres droits plus ou moins périmés, ou contestant le fair-play, ou convaincu de nos appuis populaires, ce serait la reconnaissance implicite de la réalité de notre Droit, de la VRAIE REALITE ESPAGNOLE.

Il n'y aurait, purement et simplement, qu'à en tirer les conséquences possibles dans la Paix et la Liberté.

Avec l'appui effectif des « Grands » et la confiance des organisations populaires, l'Ordre — en majuscule — en serait assuré et l'Espagne entretrait, déjà libérée, avec la plénitude de ses droits et de ses ressources, immédiatement dans la reconstruction de l'Europe.

Voilà, peut-être, notre dernière chance.

Le numéro 3 des Cahiers Républicains Espagnols, qui paraîtra sous peu, contiendra une série de travaux de M. Fernando Valera, Député et Ministre du Gouvernement de la République.